



NOUVELLES DE SOCIAL WATCH

Nouvelles 15 - 03 Décembre, 2010



[Paraguay : la coalition nationale SW demande que la croissance suive la justice sociale](#)

Decidamos, la Campagne pour les Voix des Citoyens, a présenté le chapitre paraguayen du Rapport 2010 de Social Watch le 1^o décembre à Asunción. Bien que le gouvernement actuel a montré des progrès en ce qui concerne les programmes de développement social, il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à une plus juste répartition des richesses dans le pays, dit le rapport.

[L'égalité entre les sexes et le commerce : coordination de la conformité entre les régimes](#)

Le conflit entre les règles du commerce international et les droits humains et d'égalité entre les sexes, est analysé dans le plus récent document de recherche de l'Institut Nord-Sud, Canada. L'allègement de la pauvreté mondiale nécessite la démarginalisation économique des femmes, dit le document qui a pour titre «L'égalité entre les sexes et le commerce: coordination de la conformité entre les régimes». Le document examine ce dysfonctionnement et les défis à relever pour que les règlements du commerce international et les droits humains au niveau international se renforcent davantage mutuellement.

[Changement climatique: peu d'attentes à Cancun](#)

Un an après le chaotique Sommet de Copenhague, une autre conférence sur le climat a commencé à Cancun le 29 novembre. Mais, les attentes sont faibles sur ce qu'il peut accomplir. Martin Khor, membre fondateur du Third World Network et directeur exécutif du Centre Sud, analyse les attentes et les résultats des négociations sur le climat actuels.

[Forum Social Mondial 2011 : la route à Dakar](#)

Le Conseil international du Forum social mondial s'est réuni à Dakar pour discuter l'organisation et le programme du prochain FSM qui se déroule au Sénégal, 6-11 Février 2011. Social Watch organisera plusieurs activités, y compris la présentation du Rapport 2010 en français et en arabe. En savoir plus sur comment participer au FSM.

[Social Watch aux journées européennes du développement 2010](#)

Social Watch a exposé ses points de vue sur "la coopération des acteurs non étatiques et les acteurs gouvernementaux pour un développement inclusif et durable", le 6 décembre, pendant les Journées européennes du développement à Bruxelles. Avec Eurostep, les Conseillers de Politique Externes d'Europe et la Commission Européenne, Social Watch a organisé un panel pour expliquer comment il promeut la responsabilité de gouvernements à leurs engagements sur l'éradication de pauvreté et la justice de genre. Lire texte au complet.

[Paraguay : la coalition nationale SW demande que la croissance suive la justice sociale](#)

Decidamos, la Campagne pour les Voix des Citoyens, a présenté le chapitre paraguayen du Rapport 2010 de Social Watch le 1^o décembre à Asunción. Bien que le gouvernement actuel a montré des progrès en ce qui concerne les programmes de développement social, il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à une plus juste répartition des richesses dans le pays, dit le rapport.

The report argues that thanks to increased income from taxation and plans for development assistance, there are now more resources to meet the needs of the people, invest in infrastructure and still comply with debt commitments. "The Government should also revise the existing development model in order to bring about a fairer distribution of wealth and provide better protection for vulnerable population sectors. To do this, the State will have to coordinate its efforts with organizations from all sectors of society" says the report.

The civil society organizations that participated in the report acknowledge that the current Fernando Lugo administration (2008-2013) has undertaken to work in three broad areas: social and human development, a more productive economy and institutional policy. This plan is structured in three phases: the period of crisis (which means starting from a low position), national adjustment to cope with the crisis, and the 2013 legacy, and it is made up of projects that will mostly be consolidated in 2011, which is also the bicentennial of the country's independence.

"However, this is itself is not enough, and there will have to be greater and more effective coordination not only between government and donors, but also and particularly between government and civil society actors" concludes the national report.

Read the Paraguay Social Watch Report 2010 in full:
<http://www.socialwatch.org/node/12101>

[L'égalité entre les sexes et le commerce : coordination de la conformité entre les régimes](#)

L'allègement de la pauvreté mondiale nécessite la démarginalisation économique des femmes. Pourtant, les règles du commerce international qui cherchent à promouvoir la croissance économique entrent bien souvent en conflit avec les droits humains et ceux afférents à l'égalité entre les sexes. Le plus récent document de recherche de l'Institut Nord-Sud «L'égalité entre les sexes et le commerce: coordination de la conformité entre les régimes» examine ce disfonctionnement et les défis à relever pour que les règlements du commerce international et les droits humains au niveau international se renforcent davantage mutuellement.

Les ententes commerciales internationales, largement considérées comme un outil de promotion de la croissance économique, peuvent aussi être un couteau à double tranchant. S'il est un fait que les traités commerciaux engendrent des vainqueurs économiques et qu'ils peuvent fortement augmenter les revenus des individus au plus bas de l'échelle économique, ils créent aussi des perdants dont un nombre disproportionné sont des femmes, 70 pour cent des pauvres du monde.

Quand les ententes commerciales marginalisent un peu plus les femmes qui travaillent généralement dans des secteurs économiques à risque ou qui sont moins en mesure de changer d'emploi pour s'adapter aux nouvelles réalités économiques, tout le monde est perdant. Ce n'est que lorsqu'une personne peut participer activement à l'économie que des gains à long terme sont possibles.

Autrement dit, plus il y a de femmes dans la population active, plus la pauvreté est réduite. De façon plus générale, le simple fait de tenir compte des droits de la personne dans les ententes commerciales peut s'avérer à long terme bénéfique à plus d'individus et produire une croissance plus durable.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) estime que près de 400 ententes commerciales préférentielles ont été négociées depuis que les principaux pays commerciaux du monde ont créé, en 1948, son prédécesseur : l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Il importe peu que les discussions commerciales à l'échelle internationale soient en perte de vitesse; un peu partout dans le monde, une vague de négociations commerciales bilatérales et régionales s'est engouffrée dans l'espace laissé ainsi vide.

Le rythme accéléré auquel ces ententes commerciales bilatérales et régionales ont été négociées ces dernières années, ainsi que leur très large couverture dans certains cas, sont autant d'éléments qui soulignent bien l'absence évidente de gouvernance mondiale: des règles commerciales qui entrent trop souvent en conflit avec les obligations internationales en matière de droits de la personne, dont ceux relatifs à l'égalité entre les sexes. De telles incohérences font non seulement obstacle à la promotion des droits de la personne, mais elles sapent les bienfaits globaux sur le bien-être que nombre d'ententes commerciales cherchent à apporter. La difficulté pour les décideurs et les gouvernements est d'adopter des règles sur le commerce mondial et des obligations internationales en matière de droits de la personne qui se valorisent davantage mutuellement.

Afin de se pencher sur l'interrelation entre le commerce et les droits relatifs à l'égalité entre les sexes, l'Institut Nord-Sud, en collaboration avec le Projet de règlement des différends Asie Pacifique de la University of British Columbia, le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne et l'école de développement international et mondialisation (éDIM) de l'Université d'Ottawa, a organisé une conférence ayant pour thème Coordinating Compliance between Gender Equality Rights and Trade (évaluation de la conformité entre les droits relatifs à l'égalité des sexes et le commerce).

Points saillants :

- Les règles commerciales peuvent entrer en conflit avec les obligations internationales en matière de droits de la personne, dont ceux relatifs à l'égalité entre les sexes.
- L'écart au niveau de la gouvernance entre les règles commerciales et les obligations en matière de droits de la personne doit être comblé afin de maximiser les bienfaits globaux sur le bien-être du commerce.
- Les décideurs et les gouvernements doivent agir afin de s'assurer que les régimes des ententes commerciales et des droits de la personne sont complémentaires et cohérents. Ces actions peuvent commencer à la table de négociation sur le commerce.

Text au complet (PDF): http://www.nsi-ins.ca/fran/pdf/Trade&GenderFre_final.pdf

Changement climatique: peu d'attentes ` Cancun

Un an après le chaotique Sommet de Copenhague, une autre conférence sur le climat a commencé à Cancun le 29 novembre. Mais, les attentes sont faibles sur ce qu'il peut accomplir. Martin Khor, membre fondateur du Third World Network et directeur exécutif du Centre Sud, analyse les attentes et les résultats des négociations sur le climat actuels.

One year after the Copenhagen conference that ended in chaos, it's Mexico's turn to host this year's big international climate gathering.

Expectations are low this time around. That's probably both good and bad.

The conference last year had been so hyped up beforehand and with so much hopes linked to it that the lack of a binding agreement at the end of it became a near-disaster.

Few expect this year's meeting at the seaside resort of Cancun to produce anything significant in commitments, either to cut Greenhouse Gas emissions or to provide funds to developing countries.

Thus, if Cancun ends as a non-event, it won't be taken as a catastrophe.

On the other hand, this lowering of expectations indicates how low climate change has sunk in just a year in the world's political agenda.

And that is bad indeed, because the climate problem has got even worse.

This year is already rivalling 1998 as the hottest since records were kept.

And there have been so many natural disasters in 2010; some of them like the catastrophic flooding in Pakistan, are linked to climate change.

Other events, especially the spread of the financial crisis to Western Europe and the persistent high unemployment rate in the United States despite economic growth, have taken over the attention of the politicians and public in the developed countries.

Also, the chances of getting a global climate change agreement appear much more dim.

And when a problem seems intractable, political leaders tend to lose interest because like other people they don't like to be associated with failure.

The problems facing the Cancun conference of the UN Climate Change Convention are many and they seem intractable.

The main problem is the inability of the US administration to make any meaningful commitment to cut its country's emissions to an adequate extent because Congress is likely to reject a comprehensive climate bill.

This makes the other developed countries reluctant to firm up their own commitments.

Many of them are still dragging their feet in saying how much they should cut their emissions, individually and as a group, in the Kyoto Protocol's second period that is to start in 2013.

Worse, Russia and Japan have stated that they do not want to continue with the Kyoto Protocol because the US is not a member. Australia, New Zealand and Canada have also been reluctant to commit to Kyoto's second period.

That leaves the European Union, which prefers to shift to a new system, too, but is open to remaining in Kyoto if others do.

Only Norway has said firmly it wants a second Kyoto period.

The death of the Kyoto Protocol, under which the developed countries except the US have legally-binding targets to cut their emissions, is something the developing countries cannot accept.

They want the developed countries to cut their emissions as a group by more than 40% by 2020 (compared to 1990), and for each country to do an adequate cut, under the Kyoto Protocol.

They are in despair because most of the developed countries want to join the US in a voluntary pledging system to replace the legally-binding Kyoto Protocol.

Each country would not have to do what the science says is needed, it would just pledge what it feels it can or should.

Top climate scientists in a new UN Environment Programme report shows how disastrously off-mark such a voluntary system can be.

Instead of cutting their emissions by at least 25% to 40% below 1990 levels in 2020 as required, the developed countries will actually increase their emission by 6% in a bad scenario and will only cut by 16% in the good scenario.

This is based on the pledges that they have made.

The major turn-around in the attitude of most developed countries towards their own emission reduction will be the hardest problem to resolve in Cancun.

The other contentious issue will be the proposed new obligations to be placed on developing countries on the insistence of the developed countries.

These are obligations to cut the growth of their emissions from "business as usual", and to produce reports once in two years on their emissions and on their emission-reduction plans and actions.

The reports will be subjected to international verification or analysis and consultation.

Developing countries are saying they are willing to do more and to give more reports, but they need funds and new technology to do this. Moreover, why should they take on more stringent obligations when the developed countries want to downgrade their own commitments?

The possible bright spot in Cancun could be a decision to create a new climate fund under the Climate Convention.

This would be a very limited gain, as the details of the fund (including its governance and the amounts it will have) are to be worked out later.

After all, it would be easy to set up a fund if there is no clear commitment to put substantial money in it.

But, Cancun may even be deprived of such a small result.

The US has made clear most recently through its special climate envoy Todd Stern, that there cannot be an "early harvest" in Cancun such as setting up a fund.

For the US to agree to that, there must be a Cancun agreement on mitigation, in which developing countries agree to the stringent obligations on reporting and international analysis, and in which developed countries only undertake a system of voluntary pledges.

At Cancun, there will be an appeal to the US to allow the fund to be set up, and not to tie this to conditions that its demands in mitigation will be met.

"Don't take the funds that can get actions going in the developing world as "hostage" or conditional on you getting your way in other areas of the negotiations."

This call will most likely be made many times in the next two weeks in Cancun.

Source: [The Star](#)

[Forum Social Mondial 2011 : la route à Dakar](#)

Le Conseil international du Forum social mondial s'est réuni à Dakar pour discuter l'organisation et le programme du prochain FSM qui se déroule au Sénégal, 6-11 Février 2011. Social Watch organisera plusieurs activités, y compris la présentation du Rapport 2010 en français et en arabe. En savoir plus sur comment participer au FSM.

THE FORUM IN AFRICA

The preparation of the WSF in Dakar, much more than what happened in Nairobi, is involving many different African organizations and movements - diverse both geographically and socio-political. Over the past two years many African countries have held social forums in their territory.

In the changing international scenario, the South-South relations between Africa, Latin America and Asia is the focus of the African Committee. Several forums were held in the Middle East, including the one on Education in Palestine.

Dakar will therefore be a good opportunity to initiate or strengthen links and relationships with a large part of global civil society, to promote or strengthen networks and to launch campaigns and international actions.

IN DAKAR

The Forum will be held at the University of Dakar. Most of the campus will be used and some tents will be built in open spaces.

The logistical details, as well as the services that the Organizing Committee is preparing for the Forum should be available soon on the WSF2011 website.

THE PROGRAM

4-5 February

In these days before the Forum there will be several initiatives linked to Forum taking place:

- Assembly of the World Charter of Migrants, to be held on the island of Gore (twenty minutes by ferry from Dakar), the symbol of the African slave trade
- Forum of Local Authorities and the Forum of Parliamentarians
- Forum on Science and Democracy

6 February

Arrival of several Caravans of Forum participants from different parts of Africa, which will mobilize people along the way, visiting many towns

- Opening March

7 February

Africa and Diaspora Day

The day will be dedicated to initiatives and events on the resistance of the African diaspora, ancient and "modern"

8-9 February

Days of self-organized activities

In these two days the classic social forum activities registered from different organizations (seminars, meetings, cultural events) will take place, along the 12 main axes of the Forum

10-11 February

In session for action.

Assemblies will be registered by the participants: the difference with the first two days is that the assemblies are to promote convergence of different type of actions (campaigns, demonstrations, discussion networks, alliances) connecting organizations.

11 February afternoon

Final assembly of the Forum, where the various assemblies will promote their agendas of action agreed at meetings in the days before

12-13 February

WSF International Council - initial evaluation of the Forum and decide next steps.

DAKAR EXPANDED

It will also be possible to register the activities for the Dakar Forum that can be held anywhere in the world in the days of the Forum.

These activities are registered in a specific form and will be advertised in the program and can, if they wish, establish a direct connection via the Internet (video and audio conferences) with the Forum. Groups to help organize such events are already in place here see

All organizations are encouraged to support in any way possible, the journey of African migrants to their participation in the Forum.

More information at: www.fsm2011.org

[Social Watch aux journées européennes du développement 2010](#)

Social Watch a exposé ses points de vue sur “la coopération des acteurs non étatiques et les acteurs gouvernementaux pour un développement inclusif et durable”, le 6 décembre, pendant les Journées européennes du développement à Bruxelles. Avec Eurostep, les Conseillers de Politique Externes d'Europe et la Commission Européenne, Social Watch a organisé un panel pour expliquer comment il promeut la responsabilité de gouvernements à leurs engagements sur l'éradication de pauvreté et la justice de genre.

STRUCTURER LE DIALOGUE: LA COOPÉRATION DES ACTEURS NON ETATIQUES ET DES ACTEURS GOUVERNEMENTAUX POUR UN DEVELOPPEMENT INCLUSIF ET DURABLE

SALLE DE RÉUNION 204

LUNDI 6 DECEMBRE, 13.00 > 15.00hs.

> Social Watch, Eurostep, Europe External Policy Advisors, European Commission

INTRODUCTION

Aristotelis Bouratsis, Director, Thematic Operations, EuropeAid Cooperation Office, European Commission

COOPERATION SUD-SUD PUR UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIF ET DURABLE

Marianella Feoli, General Manager,

Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible, Costa Rica

Mathias K. Pofagi, Director, Ministry of Planning, Benin

COOPERATION POUR LA SUIVI DES GOUVERNEMENTS PAR LA SOCIETE CIVILE: PRESENTATION DE LA METHODOLOGIE DE WATCH

Roberto Bissio, Coordinator, Social Watch

Simon Stocker, Director, Eurostep

OBSERVATIONS FINALES

Dr Mirjam van Reisen, Director, Europe External Policy Advisors

Plus d'information sur les JED:

Les journées européennes du développement (JED) 2010 sont organisées par la Commission européenne et la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Arrivent des chefs d'état et de Gouvernement de l'Europe, de l'Afrique et du reste de monde, des organisations internationales, des experts en développement, ONG, des médias et des représentants de la société civile.

A tous les niveaux, participants, hôtes, modérateurs, débatteurs, exposants, du Nord comme du Sud, chacun participe, expose ses idées, interroge les solutions créatives, interpelle les responsabilités. Hommes et femmes politiques, parlementaires, représentants d'institutions internationales, autorités locales, ONG, chefs d'entreprise, chercheurs, journalistes, artistes, étudiants... tous partagent leurs connaissances et leurs expériences. Les débats s'organisent en plénières ou en réunions bilatérales, en ateliers ou dans le cadre d'évènements parallèles, dans des salons feutrés ou face à la presse.

Plus d'information de l'agenda des journées européennes du développement:

http://eudevdays.eu/download/EDD_2010_Full_Draft_Programme.pdf

SOCIAL WATCH est un réseau international d'organisations de la société civile qui luttent pour atteindre l'équité de genre et l'éradication de la pauvreté ainsi que ses causes.

[Social Watch >>](#)

Pour envoyer votre commentaire sur ce bulletin d'informations:

socwatch@socialwatch.org

Si vous ne voulez pas recevoir les prochaines nouvelles de SW svp répondez cet e-mail en écrivant «me désabonner» à :

sw-actualite-request@listas.item.org.uy

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Union européenne et d'Oxfam Novib



Le secrétariat international de Social Watch reçoit également le soutien de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.

Social Watch est le seul responsable du contenu de la publication et en aucun cas celui-ci ne reflète les points de vue de l'Union européenne, d'Oxfam Novib ou de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.